

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Lundi 15 Septembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SUD QUOTIDIEN. Redressement économique du Sénégal : Ousmane Sonko dévoile sa feuille route à Milan

En présence d'une diaspora mobilisée, le Premier ministre sénégalais a présenté à l'Opicquard Arena, ce samedi 13 septembre 2025, les grandes orientations du Plan de Redressement Économique et Social (PRES), un programme fondé sur la souveraineté économique, l'équité sociale et la rationalisation des dépenses publiques. Le Premier ministre du Sénégal, Ousmane Sonko, a choisi Milan pour exposer à la diaspora sénégalaise d'Europe le Plan de Redressement Économique et Social (PRES). Accueilli en début de soirée par une communauté nombreuse et enthousiaste, il a souligné l'importance de ce rendez-vous avec les Sénégalais établis à l'étranger, partenaires incontournables de la transformation nationale. Le PRES, a-t-il expliqué, repose sur trois axes fondamentaux : la consolidation de la souveraineté économique, le renforcement de l'équité sociale et la maîtrise des dépenses publiques.

<https://www.sudquotidien.sn/redressement-economique-du-senegal-ousmane-sonko-devoile-sa-feuille-route-a-milan/>

LA NOUVELLE TRIBUNE. Sénégal : A Milan, Sonko annonce le premier « Diaspora Bonds » pour la relance des finances

Le Sénégal s'apprête à franchir une étape inédite dans sa stratégie budgétaire. Le 18 septembre 2025, le ministère des Finances lancera pour la première fois un « Diaspora Bond », un instrument financier destiné à mobiliser directement l'épargne des Sénégalais de l'étranger. Cette décision, annoncée par le Premier ministre Ousmane Sonko lors d'un meeting à Milan, s'inscrit dans une recherche de nouvelles sources de financement. L'État espère ainsi diversifier ses emprunts tout en impliquant davantage sa diaspora dans le redressement économique. Concrètement, les « Diaspora Bonds » prennent la forme d'obligations que les ressortissants sénégalais établis à l'étranger peuvent souscrire. L'idée est la suivante : transformer les expatriés en prêteurs de l'État, avec la promesse d'un retour sur investissement à moyen ou long terme. L'initiative ne se limite pas aux seuls Sénégalais, puisqu'elle reste ouverte à l'ensemble des expatriés désireux de soutenir l'économie nationale. Cette formule, utilisée dans d'autres pays émergents, permet d'élargir la base de financement tout en réduisant la dépendance aux marchés internationaux classiques.

<https://lanouvelletribune.info/2025/09/senegal-a-milan-sonko-annonce-le-premier-diaspora-bonds-pour-la-relance-des-finances/>

FINANCIAL AFRIK. Le Sénégal et les Diaspora Bonds : un nouvel instrument patriotique et stratégique

Par Pr Amath Ndiaye, FASEG-UCAD. Le ministre sénégalais des Finances et du Budget, Cheikh Diba, a annoncé que le Sénégal lancera bientôt des Diaspora-Bonds*. Ces obligations citoyennes, destinées exclusivement aux Sénégalais de l'extérieur, seront proposées dans le cadre du prochain Appel Public à l'Épargne (APE) prévu le 18 septembre 2025. L'objectif est clair : mobiliser directement l'épargne de la diaspora



pour financer des projets structurants, en faisant d'elle un acteur privilégié de la transformation nationale. L'idée des Diaspora Bonds est à saluer. Elle permet à l'État de mobiliser une épargne abondante et souvent disponible, tout en associant la diaspora au développement national. Les rendements proposés sont généralement très intéressants. On aurait même pu envisager des taux plus bas, car le patriotisme et la foi religieuse de nombreux Sénégalais auraient suffi à motiver leur souscription, sans qu'il soit nécessaire d'offrir des conditions aussi généreuses.

<https://www.financialafrik.com/2025/09/14/le-senegal-et-les-diaspora-bonds-un-nouvel-instrument-patriotique-et-strategique/>

SUD QUOTIDIEN. Ousmane Sonko aux africains : « L'Afrique est exclue de la gouvernance mondiale »

Le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, s'adressant à la diaspora sénégalaise ainsi qu'aux ressortissants d'autres pays africains, les a exhortés à œuvrer davantage pour que le continent parvienne à s'imposer sur la scène internationale. Faute de quoi, a-t-il averti, l'Afrique ne sera jamais pleinement respectée. Devant une assistance nombreuse réunie dans un stade de basketball comble, Ousmane Sonko a prononcé un discours empreint de gravité et de détermination. Il y a partagé une réflexion sur la place du continent dans la gouvernance mondiale et sur les conditions nécessaires à son émancipation politique et économique. « L'Afrique est aujourd'hui tenue à l'écart des lieux où se décident les grandes orientations de la planète. Aux Nations unies, notre voix demeure marginale ; à l'Organisation mondiale du commerce, nous restons en périphérie, car nous ne disposons d'aucune véritable puissance », a-t-il déploré.

<https://www.sudquotidien.sn/ousmane-sonko-aux-africains-lafrique-est-exclue-de-la-gouvernance-mondiale/>

SUD QUOTIDIEN. Transferts de la diaspora sénégalaise en 2024 : plus de 2 000 milliards de francs CFA

En se rendant à Milan, en Italie, afin de présenter le plan de redressement économique du Sénégal, le Premier ministre, Ousmane Sonko, a réaffirmé sa volonté de compter sur l'appui de la diaspora pour concrétiser ses ambitions. Le montant des transferts financiers effectués par les Sénégalais de l'extérieur au titre de l'année 2024 est en effet estimé à près de 3 000 milliards de dollars, soit plus de 2 000 milliards de francs CFA, ce qui représente environ 10 % du Produit Intérieur Brut (PIB) national. S'appuyant sur cet apport considérable, le chef du gouvernement a invité les patriotes sénégalais de la diaspora à co-investir dans des projets structurants, notamment dans le secteur agricole. À titre d'illustration, il a indiqué avoir reçu en audience cinq investisseurs italiens désireux d'injecter des capitaux au Sénégal. L'un d'eux s'est engagé à financer à hauteur de 85 %, laissant le reste à la charge d'entrepreneurs sénégalais.

<https://www.sudquotidien.sn/transferts-de-la-diaspora-senegalaise-en-2024-plus-de-2-000-milliards-de-francs-cfa/>

SENEWEB. Transferts d'argent, jeux de hasard, tabac...: La nouvelle taxation que l'Etat va appliquer !

En présentant son plan de redressement économique et social (Pres), le premier ministre, Ousmane Sonko, avait annoncé des taxes sur les jeux de hasard, les paiements marchands, les transferts d'argent, le relèvement de la fiscalité sur le tabac



etc. Dans l'exposé des motifs de son projet de loi n°17/2025 modifiant la loi n°2012-31 du 31 décembre 2012 portant Code général des impôts, le gouvernement a dévoilé les contours de ces taxes qu'il compte instituer. 20% sur les gains versés aux parieurs. Ainsi, les autorités actuelles ambitionnent d'instituer une taxe sur la part de gain revenant aux opérateurs de jeux de hasard. Ladite taxe sera collectée et reversée par la société publique détentrice du monopole des jeux de hasard au Sénégal. Son taux est fixé à 20%. Dans le même sillage, le gouvernement compte instituer un prélèvement de 20% sur les gains versés aux joueurs à travers une retenue à la source. https://seneweb.com/fr/news/Economie/transferts-dargent-jeux-de-hasard-tabac-la-nouvelle-taxation-que-letat-va-appliquer_n_468030.html

RTS. ASSEMBLÉE NATIONALE : UN TRIPTYQUE DE RÉFORMES POUR DOPER L'INVESTISSEMENT ET ÉLARGIR LA BASE FISCALE

L'Assemblée nationale s'apprête à examiner un paquet législatif composé d'un nouveau Code des investissements, d'ajustements du Code général des impôts (CGI) et d'une mise à jour de la loi instituant la redevance sur l'accès ou l'utilisation du réseau des télécommunications publiques (RUTEL). Au-delà de la technique, l'enjeu est politique et macroéconomique : donner corps au Plan de redressement économique et social (PRES) présenté par le Premier ministre Ousmane Sonko, qui privilégie un financement largement domestique de la relance et l'assainissement des comptes publics, dans un contexte marqué par la mise en production du pétrole et du gaz. Selon la feuille de route dévoilée début août, le PRES vise à couvrir environ 90 % de ses besoins par des ressources internes, en misant sur une meilleure mobilisation fiscale et la réduction des niches, alors que le pays sort d'un épisode de turbulences budgétaires révélé par des audits et suivi d'une suspension temporaire du programme avec le FMI.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/assemblee-nationale-un-triptyque-de-reformes-pour-doper-investissement-et-elargir-la-base-fiscale>

LE SOLEIL. Nouveau Code des investissements : Ce qui change

Digitalisation, incitations fiscales, inclusion des petites entreprises : le nouveau Code des investissements soumis aux députés à partir d'aujourd'hui, lundi 15 septembre 2025, ambitionne de moderniser l'environnement des affaires. Le projet de loi n°16/2025 portant nouveau Code des investissements, qui sera examiné par l'Assemblée nationale à partir d'aujourd'hui, apporte plusieurs innovations. Selon l'exposé des motifs du projet de loi que nous avons pu consulter, le texte prévoit l'élargissement des secteurs d'activités éligibles au Code, la digitalisation des procédures liées à l'octroi des avantages, la redéfinition du régime de protection des investisseurs et des investissements pour le rendre plus clairs et efficaces. Le nouveau texte prévoit également l'intégration des services de facilitation de l'accès au foncier pour les investisseurs potentiels, la promotion de la réalisation d'investissements dans les zones de l'intérieur du pays, conformément à la politique de territorialisation de l'investissement.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/nouveau-code-des-investissements-ce-qui-change/>

SIKA FINANCE. Sénégal : Le code des investissements révisé

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-le-code-des-investissements-revise_55084



SIKA FINANCE. Sénégal : Le déficit commercial réduit de moitié à 932 milliards FCFA à fin juillet

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-le-deficit-commercial-reduit-de-moitie-a-932-milliards-fcfa-a-fin-juillet_55075

LEJECOS. Importations : L'Ansd note une hausse de 16,6% en juillet 2025 Lundi 15 Septembre 2025

Les importations au mois de juillet 2025 s'élevaient à 635,6 milliards de FCFA contre 545,0 milliards de FCFA au mois précédent, soit une hausse de 16,6%. Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), cette progression s'explique par l'augmentation des achats à l'extérieur de pétrole brut (83,3 milliards de FCFA en juillet 2025 contre absence importation au mois précédent), les sucres bruts et raffinés (10,4 milliards de FCFA contre 1,8 milliard de FCFA), d'huiles et graisses animales et végétales (17,8 milliards de FCFA contre 11,0 milliards de FCFA) et camions et camionnettes (8,4 milliards de FCFA contre 4,1 milliards de FCFA). Cependant, précise l'Ansd, la baisse des importations des autres produits pétroliers raffinés (131,3 milliards de FCFA en juillet 2025 contre 155,9 milliards de FCFA en juin 2024) et de riz (8,9 milliards de FCFA contre 20,2 milliards de FCFA) a limité cette progression. Comparés au mois de juillet 2024, les importations augmentent de 9,4%. Leur cumul à fin juillet 2025 s'élève à 4 204,4 milliards de FCFA contre 3 980,1 milliards de FCFA pour la même période de 2024, soit un bond de 5,6%.

https://www.lejecos.com/Importations-L-Ansd-note-une-hausse-de-166-en-juillet-2025_a29538.html

LEJECOS. Exportations du Sénégal : Une diminution de 16,1% enregistrée en juillet 2025

Au mois de juillet 2025, les exportations du Sénégal se chiffrent à 431,9 milliards de FCFA contre 514,6 milliards de FCFA au mois précédent, soit une diminution de 16,1%. Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), ce résultat s'explique par la baisse des expéditions de pétrole brut (76,3 milliards de FCFA en juillet 2025 contre 150,8 milliards de FCFA au mois précédent), de titane (8,3 milliards de FCFA contre 19,1 milliards de FCFA), d'or non monétaire (75,4 milliards de FCFA contre 77,6 milliards de FCFA) et de poissons frais de mer (14,4 milliards de FCFA contre 15,2 milliards de FCFA). Toutefois, la hausse des expéditions d'acide phosphorique (23,8 milliards de FCFA en juillet 2025 contre 6,9 milliards de FCFA au mois précédent), de produits pétroliers raffinés (88,5 milliards de FCFA contre 80,9 milliards de FCFA) et de conserve de poisson (5,9 milliards de FCFA contre 1,1 milliards de FCFA) a atténué l'ampleur de la baisse. Comparés au mois de juillet 2024, les exportations totales du Sénégal augmentent de 15,9%. Leur cumul à fin juillet 2025 s'établit à 3 272,1 milliards de FCFA contre 2 045,4 milliards de FCFA pour la même période de 2024, soit une hausse de 60,0%.

https://www.lejecos.com/Exportations-du-Senegal-Une-diminution-de-161-enregistree-en-juillet-2025_a29537.html

RTS. RAFFINAGE DU BRUT DE SANGOMAR : ENTRE DÉFIS DE RENTABILITÉ ET PARI SUR LA SAR 2.0



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

La Société africaine de raffinage (SAR) a marqué un tournant en février dernier en traitant 650 000 barils de brut de Sangomar, démontrant sa capacité technique à raffiner le pétrole sénégalais. Mais pour Mamadou Abib Diop, directeur général de la SAR, les défis demeurent. En effet, le brut de Sangomar offre un rendement riche en fuel, un produit destiné en priorité à la SENELEC mais générant très peu de marge pour la SAR. « Nous sommes obligés d’approvisionner le pays, parfois à perte. Il est même plus rentable d’importer du brut nigérian que d’acheter localement », a-t-il reconnu, rappelant que l’entreprise achète au prix du marché sans bénéficier de décote ni de prix préférentiel. Cette situation relance la question des contrats pétroliers, jugés « non optimaux ». Une commission a été mise en place pour renégocier certains accords stratégiques, avec l’objectif de défendre les intérêts nationaux. « Les ressources naturelles appartiennent au peuple. Leur exploitation doit améliorer les conditions de vie », a insisté M. Diop.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/raffinage-du-brut-de-sangomar-entre-defis-de-rentabilite-et-pari-sur-la-sar-2-0>

PRESS AFRIK. Assises du MEDS : le secteur privé demande plus d’implication dans l’élaboration des politiques publiques

Le Mouvement des entreprises du Sénégal (MEDS) a ouvert, hier jeudi à Dakar, la 24^e édition de ses Assises économiques annuelles, placée sous le thème : « Contribution du secteur privé dans la stratégie de développement à l’horizon 2029 ». Cette rencontre intervient dans un contexte marqué par une dette intérieure qui pèse lourdement sur la trésorerie des entreprises, ainsi que par l’adoption de réformes fiscales et douanières. « Beaucoup de nos entreprises attendent encore des paiements de l’État et cela bloque ou ralentit leur développement », a déploré le président du Mouvement des entreprises du Sénégal (MEDS). S’il a salué la prise en compte des propositions du secteur privé dans les réformes du Code des impôts, des investissements et des douanes, Mbagnick Diop a toutefois regretté « l’absence d’échanges plus approfondis avant leur adoption en Conseil des ministres ». Et de préciser : « Le patronat ne cherche pas la polémique. Nous privilégions l’élégance et la courtoisie dans le dialogue, car ce qui nous importe, c’est le Sénégal. https://www.pressafrik.com/Assises-du-MEDS-le-secteur-prive-demande-plus-d-implication-dans-l-elaboration-des-politiques-publiques_a294705.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Sénégal: les avocats dénoncent le blocage des paiements de l’assistance judiciaire par l’État

Au Sénégal, l’assistance judiciaire tourne au ralenti. Depuis plus de deux ans, l’État n’a plus versé de dotation au bureau chargé de rémunérer les avocats commis d’office. Une dette estimée à plus de deux milliards de francs CFA s’est accumulée, menaçant



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

un service pourtant essentiel pour les justiciables les plus démunis. Les versements de l'État au bureau de l'assistance judiciaire étaient déjà irréguliers depuis 2021. Mais depuis plus de deux ans, plus rien n'est arrivé dans les caisses. Résultat : une dette colossale, estimée entre 2 et 2,5 milliards de francs CFA. Un service pourtant indispensable pour ceux qui n'ont pas les moyens de payer un avocat. La situation inquiète Me Ousmane Thiam, secrétaire général adjoint de l'Ordre des avocats. « Ça risque de perturber le service public de la justice, surtout les détenus qui doivent être jugés en chambre criminelle. La présence de l'avocat est obligatoire. S'il n'y a pas d'avocat, il n'y a pas d'audience », explique-t-il.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250915-s%C3%A9n%C3%A9gal-les-avocats-d%C3%A9noncent-le-blocage-des-paiements-de-l-assistance-judiciaire-par-l-%C3%A9tat>

JEUNE AFRIQUE. Aérien : qui sont les rois des liaisons Chine-Afrique ?

Si Ethiopian Airlines reste le leader incontesté des vols entre la Chine et l'Afrique, et si Egyptair signe une belle progression, les compagnies chinoises, dont Sichuan Airlines, China Eastern Airlines et Hainan Airlines, s'intéressent de plus en plus au continent. Alors que les relations économiques entre l'Afrique et les États-Unis se compliquent chaque jour davantage, les échanges entre le continent et la Chine sont au beau fixe : entre janvier et fin août 2025, Pékin a exporté pour 141 milliards de dollars de biens et services vers les pays africains, tout en important pour 81 milliards de dollars, selon les données publiées le 8 septembre par le...

<https://www.jeuneafrique.com/1719512/economie-entreprises/aerien-qui-sont-les-rois-des-liaisons-chine-afrique/>

ZONE BOURSE. Etats-Unis: Trump menace de déclarer l'état d'urgence à Washington DC

Le président américain Donald Trump a annoncé lundi qu'il déclarerait l'état d'urgence national et fédéraliserait Washington DC, après que la maire Muriel Bowser a déclaré que la police de la capitale ne coopérerait pas avec le Service de l'immigration et des douanes des États-Unis (ICE). "Aux habitants et aux entreprises de Washington, D.C., NE VOUS INQUIÉTEZ PAS, JE SUIS AVEC VOUS ET JE NE LAISSERAI PAS CELA SE PRODUIRE. Je déclarerai l'état d'urgence national et fédéraliserai si nécessaire !!!", a déclaré Donald Trump sur son réseau Truth Social. Ces déclarations surviennent après que le président américain a annoncé le mois dernier le placement sous contrôle fédéral de la police de Washington DC et ordonné le déploiement dans la capitale des États-Unis de membres de la Garde nationale pour faire face selon lui à une flambée de criminalité.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/usa-trump-menace-de-declarer-l-etat-d-urgence-a-washington-dc-ce7d59d3d08df127>

RFI. Sur fond de guerre douanière, la Chine et les États-Unis se retrouvent pour des discussions à Madrid

La Chine et les États-Unis ont entamé des négociations pour tenter de résoudre leurs différends économiques et commerciaux à Madrid, annoncent ce dimanche 14 septembre l'agence Chine nouvelle et le gouvernement espagnol. « Les délégations chinoise et américaine se sont réunies ici dimanche pour des discussions sur les questions économiques et commerciales », a indiqué l'agence de presse officielle



Xinhua depuis la capitale espagnole. La délégation chinoise est à Madrid jusqu'à mercredi 17 septembre, ont affirmé des responsables chinois. Les relations commerciales entre Pékin et Washington ont connu des hauts et des bas en 2025, les deux pays se lançant dans une escalade de tarifs douaniers. Au cours de l'année, ils ont atteint de part et d'autre des niveaux trois fois supérieurs à la normale, perturbant les chaînes d'approvisionnement.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20250914-sur-fond-de-guerre-douani%C3%A8re-la-chine-et-les-%C3%A9tats-unis-se-retrouvent-pour-des-discussions-%C3%A0-madrid>

LE MONDE . Des « taxes Trump » au budget Macron, les incertitudes contraignent la Banque centrale européenne à l'attentisme

La BCE confirme une désinflation globale en zone euro et souligne la bonne tenue de la croissance. Mais elle a laissé ses taux inchangés à 2 % en attendant d'y voir plus clair sur les tensions commerciales et l'évolution des prix, qui ont un peu réaccélééré, le tout sur fond de crise budgétaire française. En dire autant que possible sans s'engager, adresser des messages clairs sans désigner leurs destinataires. C'est à cet exercice délicat que s'est prêté, jeudi 11 septembre, Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), attendue à la fois sur l'évolution à venir des taux d'intérêt et sur les tensions créées sur les marchés par la situation budgétaire française.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/09/11/des-taxes-trump-au-budget-macron-les-incertitudes-contrainent-la-banque-centrale-europeenne-a-l-attentisme_6640468_3234.html

LE MONDE. « Depuis le retour de Trump, une simple déclaration suffit pour que l'on parle d'accord commercial »

Dans une tribune au « Monde », le professeur de droit Julien Chaisse alerte sur la fragilisation du commerce mondial et des pratiques démocratiques, à l'heure où l'Union européenne s'inspire des méthodes états-uniennes pour afficher un accord transatlantique dénué de base juridique solide. Les communiqués des institutions transatlantiques sont pleins de promesses : baisse de droits de douane sur certains produits, ouvertures de marchés et projets d'investissements considérables. Pour autant, ces annonces ne sont pas suivies d'effets dans les textes officiels. Aucun accord signé, aucun vote, aucune notification à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les responsables affirment qu'un document sera établi rapidement, qu'il viendra « en temps voulu », mais cette promesse reste théorique et aucune information à ce sujet n'a été rendue publique

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/09/15/depuis-le-retour-de-trump-une-simple-declaration-suffit-pour-que-l-on-parle-d-accord-commercial_6641217_3232.html

LA DEPECHE. Dette de la France : l'agence de notation Fitch abaisse sa note à A +, 8 questions-réponses pour comprendre ce déclassement inquiétant

Le couperet était redouté. La France rejoint le club des pays sanctionnés par l'agence de notation américaine Fitch Ratings qui dégrade sa note de AA- à A +. L'annonce a eu lieu tard vendredi soir après la fermeture des marchés. On vous aide à comprendre cette décision et ses conséquences. Qu'a décidé Fitch ? Fitch, qui est une des agences



de notation avec Standard & Poor's et Moody's, a dégradé la note attribuée à la France en raison de ses mauvais comptes publics. La France est sanctionnée en passant de AA- à A + et rejoint le club des "simples A". Elle juge improbable de ramener le déficit public sous 3 % du PIB en 2029 comme l'ambitionnait le gouvernement de François Bayrou.

<https://www.ladepeche.fr/2025/09/13/dette-de-la-france-lagence-de-notation-fitch-abaisse-sa-note-a-a-un-declassement-inquietant-12928310.php>

COURRIER INTERNATIONAL. Interview. "En Russie, une véritable crise économique se profile à l'horizon"

Selon l'économiste russe Viatcheslav Shiryayev, Vladimir Poutine sait qu'il ne lui reste plus beaucoup de temps pour mener sa guerre en Ukraine avant que la Russie ne soit définitivement rongée par tous ses maux. Un grand entretien paru en mars dernier dans le quotidien tchèque "Denik N". Il y a un peu plus de deux ans, nous avons publié un entretien avec l'analyste économique Natalia Zoubarevitch, dans lequel elle affirmait que Vladimir Poutine disposait de suffisamment d'argent pour faire la guerre pendant deux à trois ans. Approchons-nous, donc, de la fin de la guerre ? C'est plus compliqué que cela. La Russie possède un Fonds de la richesse nationale, une source importante qui a permis de très bien financer la guerre. Mais rien ne dure éternellement et l'État a commencé à manquer d'argent vers le milieu de l'année dernière. Il fallait faire quelque chose et c'est pourquoi une émission monétaire secrète a été lancée qui, ces derniers mois, est devenue la principale source de financement de la guerre.

https://www.courrierinternational.com/long-format/interview-en-russie-une-veritable-crise-economique-se-profile-a-l-horizon_229301_2

BOURSORAMA. Chine: l'industrie et la consommation marquent le pas

La croissance de la production industrielle et celle des ventes au détail en Chine ont ralenti en août davantage qu'attendu, symptômes des difficultés persistantes de la deuxième économie mondiale, indiquent des données officielles publiées lundi. La crise prolongée du secteur immobilier, jadis moteur économique, la relative faible consommation des ménages depuis la pandémie de Covid-19 ainsi qu'un taux de chômage élevé chez les jeunes pèsent sur le moral des consommateurs et des entreprises. Dans ce contexte, la production industrielle a connu en août son taux de croissance le plus bas depuis un an, avec une progression de 5,2% en glissement annuel, selon le Bureau national des statistiques (BNS). C'est bien inférieur à la prévision moyenne d'un panel d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg (+5,6%). La production industrielle n'avait plus connu un niveau aussi bas depuis août 2024 (+4,5%).

<https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/chine-l-industrie-et-la-consommation-marquent-le-pas-9ce5d45759edd7fc72d2b7872bbc0ec7>

FRENCH.CHINA.ORG.CN. Services et innovation : les entreprises chinoises et françaises tracent de nouvelles routes commerciales

Lors de la Foire internationale du commerce des services de Chine (CIFTIS) 2025, qui s'est tenue du 10 au 14 septembre à Beijing, un responsable de Schneider Electric a présenté avec conviction le "système de services de nouvelle qualité" que l'entreprise cherche à mettre en place. Il a également exprimé sa détermination à accompagner la transformation des entreprises chinoises grâce à l'innovation et à la collaboration



écosystémique. C'est la sixième fois que Schneider Electric participe à la CIFTIS. Après 38 années de présence en Chine, le pays est devenu son deuxième marché mondial, ainsi qu'une base essentielle pour sa chaîne d'approvisionnement et sa R&D. "Les services représentent un pilier majeur de l'économie chinoise. La CIFTIS, en tant que plateforme internationale dédiée au commerce des services, offre aux entreprises l'opportunité de mettre en valeur leurs réalisations et d'élargir leur coopération. Cette démarche illustre l'engagement constant de la Chine en faveur de l'ouverture et crée de nouvelles opportunités pour les entreprises multinationales", a-t-il déclaré.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-09/15/content_118078997.htm

